

Stratégie syndicale

Porter des Luites offensives et Les rendre victorieuses

Historiquement, de nombreuses conquêtes sociales ont été arrachées grâce à une mobilisation syndicale d'ampleur sur des revendications offensives : la baisse du temps de travail, le droit de grève, la création des syndicats, les congés payés, pour ne citer que quelques exemples connus.

Ces revendications permettaient de rallier sous des bannières diverses aux intérêts convergents la plupart des forces progressistes et d'instaurer un rapport de force favorable. Depuis une quarantaine d'années, l'essentiel des luites syndicales s'est peu à peu orienté vers la défense de ces conquêtes sociales face à des gouvernements néolibéraux et réactionnaires qui multiplient les attaques contre ces droits. Il nous semble nécessaire de prendre en compte cette évolution afin d'y apporter une réponse offensive pour ne plus subir un agenda (contre-)réformiste imposé.

En propos liminaire, il est important de se réappropriier le vocabulaire politique afin de ne pas subir la fausse dialectique du gouvernement, amplement relayée par les médias. Historiquement, le mouvement social opposait les forces « conservatrices » (souhaitant maintenir l'état des lieux existant) ou « réactionnaires » (qui veulent retourner dans un régime politique ou une situation sociale antérieure) aux forces « progressistes » (voulant atteindre une situation sociale meilleure). SUD Éducation se définit comme un syndicat de « transformation sociale » ce qui, sémantiquement, le place dans le camp progressiste. Mais la stratégie syndicale doit permettre d'observer une praxis en accord avec cette position de principe afin que cette affirmation ne demeure pas un vœu pieu.

Or, ces dernières décennies, le syndicalisme se retrouve englué dans une position défensive pour conserver des conquêtes sociales. Face à des syndicats « conservateurs » défendant une situation sociale acquise par des luites d'une époque qui serait aujourd'hui dépassée et révolue, les dirigeant.e.s tentent de se faire passer pour les véritables progressistes en réformant le système

actuel. La lecture politique de la luitte des classes est ainsi inversée.

Cela biaise les analyses du contexte dans lequel nous luittons. En voulant détruire les conquêtes sociales, les capitalistes et leurs alliés à la tête de l'État ne sont pas dans une démarche de transformation sociale progressiste mais bien dans la volonté d'un retour à une situation d'exploitation proche de celle du XIX^e siècle.

Mais le point sur lequel cette analyse n'est pas si biaisée, c'est sur la posture du mouvement syndical qui peut paraître « conservatrice » quand il s'agit de rester sur une position défensive (d'autant plus difficile à tenir par des syndicats désertés) face à des attaques incessantes de l'État au service des patrons. De fait, cette position nous fait apparaître comme force « conservatrice » et non plus de « transformation sociale ». Si nous souhaitons toujours nous revendiquer comme étant un syndicat progressiste et de transformation sociale, il devient urgent de ne pas se contenter d'un rôle de défenseur.euse.s (de personnels, de nos droits, de nos acquis sociaux) mais bien de mener des combats pour le progrès social vers une situation politique que nous voudrions voir advenir.

Bien sûr, pour ne pas laisser les forces de la réaction sortir gagnantes de la luitte politique, nous ne devons pas négliger la protection de nos droits. Mais en parallèle, nous devons luitter et consacrer une partie de nos forces à un combat offensif afin de continuer à conquérir de nouveaux droits. Car si nous imposons nos propres axes de luittes sur la scène politique, nous n'aurons plus à subir leur agenda contre-réformiste. Agenda dont les forces réactionnaires sortent le plus souvent victorieuses ces dernières décennies. Soit leurs contre-réformes passent, soit le statu-quo est maintenu, auquel cas nous ne devrions pas nous féliciter d'une prétendue victoire. Une immobilité politique n'est pas une victoire mais seulement une non-défaite. Il est urgent de ne plus s'en contenter mais de viser de réelles avancées.

L'innovation syndicale nécessaire doit se placer sur deux plans différents : le fond (les revendications portées et quelle transformation sociale nous souhaiterions voir arriver) ainsi que la forme (les stratégies syndicales permettant d'atteindre nos objectifs).

LE FOND

Nous devons apprendre de l'histoire des luttes sociales, de ces époques où les droits sociaux ont été arrachés par des forces progressistes qui étaient plus puissantes. Il ne suffit pas d'observer la désertion des syndicats par les travailleur.euse.s pour conclure que nous ne pouvons plus mener de luttes offensives, mais d'analyser cette corrélation dans l'autre sens. Il est possible qu'elles-ils n'adhèrent plus au syndicalisme d'aujourd'hui justement du fait qu'il ne porte plus de combats offensifs. Si nous portions haut et fort des revendications dans lesquelles les forces progressistes se reconnaîtraient peut-être, et pour lesquelles elles auraient envie de lutter, le syndicalisme deviendrait plus puissant et donc plus en capacité de gagner. Les revendications offensives sont déjà présentes dans la base – comment préparer ces moments-là syndicalement ?

Ne nous cantonnons pas à une position défensive qui nous assigne à revêtir l'habit du conservatisme. Soyons réellement un syndicat de transformation sociale.

Déjà, SUD Éducation 31-65, par l'intermédiaire de la commission Sécurité Sociale de Solidaires 31, porte des revendications progressistes concernant la protection sociale. Mais, il y a bien d'autres champs sur lesquels nous pourrions avoir une posture réellement offensive.

Tout d'abord, dans notre métier :

- nous sommes un syndicat revendiquant une éducation émancipatrice de la maternelle à l'université. Il ne suffit pas de lutter contre des réformes visant à transformer l'école en une fabrique de travailleur.euse.s précaires. Il faut aussi agir collectivement pour qu'une pédagogie réellement émancipatrice puisse être mise en œuvre à tout niveau d'enseignement. Plusieurs pistes peuvent être envisagées : pédagogies remettant en

question la pratique du pouvoir dans la classe, refus de la transmission descendante, abolition des notes et de la sélection, valorisation égale du travail manuel et du travail intellectuel.

- nous sommes un syndicat autogestionnaire. Il ne suffit pas de lutter contre la mise en place de nouveaux échelons hiérarchiques et contre un autoritarisme toujours plus puissant. Il faut aussi agir collectivement, avec tou.te.s les usager.e.s de l'éducation de la maternelle à l'université, pour la reconnaissance du pouvoir décisionnel de la base, l'égalité totale sur les lieux de travail et la démocratie des conseils de travailleur.se.s.

- Il ne suffit pas de lutter contre la casse du statut et contre la détérioration de nos conditions de travail. Il faut aussi agir collectivement pour nous approprier l'espace et le temps pour notre travail, obtenir les conditions que nous jugeons nécessaires pour pratiquer notre métier et lui donner du sens. Des pistes de revendications sont à explorer : veiller à inclure des personnels de différents statuts lors de nos pratiques militantes sur nos établissements ou encore exiger l'égalité de salaire par le haut entre titulaires, contractuel.le.s, AESH.

Au niveau inter-professionnel aussi soyons à l'offensive :

- Plutôt que de se battre contre l'augmentation du temps de travail, exigeons et agissons pour sa diminution.

- Plutôt que de se battre contre la destruction de la sécurité sociale, exigeons et agissons pour son développement à d'autres risques de la vie (alimentation, logement)

- Plutôt que de se battre contre les attaques racistes, sexistes ou LGBTQI-phobes, exigeons et agissons pour l'obtention de nouveaux droits pour les concerné.e.s

- Plutôt que de dénoncer les situations de précarité dans laquelle peuvent vivre nos élèves, revendiquons la réquisition des logements vides de l'Éducation Nationale et l'ouverture de squats.

Il ne s'agit pas de faire une liste exhaustive des combats que nous pourrions mener, mais bien d'illustrer un changement d'objectifs qui devient nécessaire.

LA FORME

Si nous nous fixons ces objectifs, il faut se donner les moyens de les atteindre. C'est là qu'il est intéressant de s'attarder sur les raisons de nos défaites.

Les formes de « lutte » du mouvement syndical sont le plus souvent restées inchangées depuis plusieurs décennies : l'expression publique, le tract, le rassemblement, la grève, la manifestation, voire l'émeute. Or, si ces stratégies ont pu s'avérer victorieuses par le passé, la réponse du pouvoir s'est adaptée et y a donné une réponse efficace. Ces formes ne sont peut-être plus des modes d'actions mais tendent à devenir uniquement des modes d'expression, même si les rares fois où le pouvoir a tremblé étaient lors d'émeutes, notamment lors du mouvement des Gilets Jaunes qui a bouleversé la pratique routinière de la manifestation revendicative syndicale. Il sera d'ailleurs crucial pour les luttes à venir de définir clairement quels outils syndicaux sont des moyens d'expression, nécessaires pour faire entendre nos revendications, et lesquels sont des moyens d'action qu'on juge efficaces pour satisfaire nos revendications. Nous ne faisons qu'essayer de rendre visibles nos objectifs mais ne croyons plus que ces manières de lutter permettent de les atteindre. La contestation devient au mieux cathartique, au pire routinière. Il s'agit, maintenant que nous avons entrevu la possibilité de porter des revendications offensives, de les indexer sur leurs possibilités d'accomplissement afin de ne pas rester dans les formes rituelles de contestation que le pouvoir veut bien nous concéder.

Utiliser des outils syndicaux d'expression n'est pas inutile à condition que nous les pensions comme tels et que nous ne nous fassions pas d'illusions quant au fait qu'ils ne constituent pas des moyens d'actions. Mais il s'agit de constamment établir une auto-critique sur la portée de nos outils.

Par exemple, il peut s'avérer nécessaire de marteler nos revendications pour qu'elles soient entendues, avant d'entamer une réflexion stratégique sur comment nous pouvons agir pour obtenir satisfaction.

Autre exemple : il s'avèrera important de questionner l'utilité des audiences au rectorat et de la participation aux régulières délégations, lorsque nous jugerons trop faible leur utilité stratégique, que ce soit au niveau de l'expression (lorsque nous ne pensons pas pouvoir convaincre notre hiérarchie car elle n'a pas les mêmes intérêts que nous) ou au niveau de l'action (lorsque nous ne pensons pas pouvoir obtenir satisfaction en demandant l'application de nos revendications à nos supérieur.e.s).

Les grèves et les manifestations, quand elles étaient illégales, pouvaient être victorieuses. Ces formes de lutte n'étaient pas inscrites dans le système social combattu. Aujourd'hui, elles font partie du jeu politique. Elles ne représentent plus un danger pour le pouvoir car elles sont devenues de simples modes d'expression (la manifestation ou la grève rituelle...).

C'est pourquoi il devient nécessaire d'inventer des formes de lutte adaptées à nos objectifs, choisies et élaborées à l'aune de leur efficacité, sans considérations quant à leur légalité.

Mais ces formes de lutte sont forcément confrontées à un pouvoir qui s'y opposera. Établir un contre-pouvoir face aux forces de la réaction nécessite que l'on investisse la question de l'autodéfense collective.

Par ailleurs, redonnons du sens à la grève qui demeure un outil de lutte essentiel : elle permet de dégager du temps, de mener des actions, de se faire plaisir et de bloquer la production indirectement (car nous ne gardons plus les enfants des travailleur.euse.s). Mais elle aussi n'aura de portée que si nous sommes clairvoyant.e.s sur ses enjeux réels.

Pour conclure, le syndicalisme dont nous nous réclamons doit pouvoir porter des revendications offensives afin de parvenir à une réelle transformation sociale. A nous de trouver et développer des stratégies syndicales les plus efficaces possibles pour atteindre ces objectifs.